

Numéro 32 - septembre 2016
Enquêtes collectives

Comment vit un « orchestre sans chef » ? Retour sur une enquête collective

Collectif Candela

Résumé

Cet article restitue les logiques d'une enquête collective autour des « politiques de la nuit » à travers un exercice de réflexivité collective visant à analyser les modalités de construction et de coordination d'un collectif d'une quinzaine de collègues lillois. Qu'il s'agisse de la problématisation, de l'engagement sur le terrain ou de l'écriture des résultats, les dynamiques à l'œuvre sont inséparablement intellectuelles, sociales et organisationnelles. L'article propose donc de comprendre les orientations d'une enquête collective en questionnant l'articulation entre trois dimensions : les spécificités et représentations de l'objet ; les dispositions, surfaces sociales et disponibilités des membres de l'équipe ; la division formelle et informelle du travail de recherche.

Abstract

Can an orchestra without a conductor succeed ? A group reexamination of a collective study. The article reflects on the dynamics of a collective inquiry into "night-time policies" through collective reflexivity. It analyses the methods for constructing and coordinating a group of fifteen colleagues living in Lille. Whether they are related to the identification of issues, observation or writing, the dynamics at work are inseparably intellectual, social and organizational. As such, the article suggests the possibility of reaching an understanding of the directions of a collective inquiry by questioning the link between three interrelated dimensions : characteristics and representations of the purpose ; the abilities, social implications and availability of team members ; and the formal and informal division of research work.

URL: <https://www.ethnographiques.org/2016/Candela>

ISSN : 1961-9162

Pour citer cet article :

Collectif Candela, 2016. « Comment vit un « orchestre sans chef » ? Retour sur une enquête collective ». *ethnographiques.org*, Numéro 32 - septembre 2016 Enquêtes collectives [en ligne].

(<https://www.ethnographiques.org/2016/Candela> - consulté le 26.01.2020)

ethnographiques.org est une revue publiée uniquement en ligne. Les versions pdf ne sont pas toujours en mesure d'intégrer l'ensemble des documents multimédias associés aux articles. Elles ne sauraient donc se substituer aux articles en ligne qui,

eux seuls, constituent les versions intégrales et authentiques des articles publiés par la revue.

Comment vit un « orchestre sans chef » ? Retour sur une enquête collective

Collectif Candela

Sommaire

- Introduction
- La naissance du collectif et les « rapports à l'objet »
 - Le collectif et son « idole des origines : Madrid, juillet 2012
 - L'enrôlement dans un collectif aux logiques d'investissement diversifiées
 - Des dispositions initiales variables transfigurées par l'irruption d'un objet d'étude
- Les ressorts sociaux de la spécialisation du travail
 - Une collégialité revendiquée
 - Entre subversion et soumission à l'ordre hiérarchique
 - L'installation d'une division en axes
- Les vertus différenciées de l'hédonisme au travail
 - Comprendre et lutter contre le tropisme festif
 - Des rétributions symboliques collectives
 - Des rétributions plus individualisées
- Épilogue
- Notes
- Bibliographie

Introduction

Cet article restitue les logiques constitutives d'une recherche collective entreprise en septembre 2012 autour des « politiques de la nuit » à travers un exercice de *réflexivité collective* visant à analyser les modalités de construction et de coordination de ce travail qui a rassemblé une quinzaine de collègues lillois. Qu'il s'agisse de la problématisation, de l'engagement sur le terrain ou de l'écriture des résultats, les dynamiques à l'œuvre sont inséparablement intellectuelles et organisationnelles. C'est pourquoi les orientations d'une telle entreprise collective ne peuvent se comprendre qu'en questionnant l'articulation entre trois dimensions : les spécificités de l'objet et des représentations qu'il charrie ; les dispositions, « surfaces sociales » et disponibilités des membres de l'équipe ; la division formelle et informelle du travail de recherche.

Au regard de ces trois dimensions, Candela [1] apparaît comme un « orchestre sans chef » [2]. Les logiques structurantes du collectif sont en effet difficiles à saisir au premier abord. L'objet de la recherche apparaît ainsi relativement flou : tandis que « la nuit » est encore peu travaillée par les sciences sociales [3], l'intitulé « politiques de la nuit » est d'autant moins clairement identifié que le collectif l'a abordé initialement de manière inductive. Par ailleurs, l'association entre « nuit » et « pratiques festives », récurrente dans la présentation de la recherche comme dans les pratiques des membres du collectif, a amené de nombreux commentaires ironiques, doutant du sérieux de l'investigation. S'il suscite la curiosité, le projet est perçu par beaucoup de collègues comme peu légitime au regard des standards scientifiques. Une autre caractéristique du collectif est que sa constitution ne s'ordonne pas dans une logique de division du travail propre aux programmes de recherche formalisés : il est composé d'individus aux positions institutionnelles très variées (doctorant.e, financé.e ou non, docteur sans poste, maître de conférences, chargé de recherche, professeur.e), qui ont rejoint le projet à des moments différents avec divers projets de contribution [4] susceptibles de donner une consistance aux « politiques de la nuit ». L'ambition affichée par le collectif est de s'inscrire dans une démarche véritablement collégiale et démocratique, à rebours des principes d'individualisation des carrières et de la hiérarchie mandarinale. Enfin, la recherche ne s'inscrit ni dans une perspective éditoriale précise ni dans une structure de financement très contraignante : si le projet a bénéficié d'un financement du conseil régional du Nord Pas-de-Calais au titre d'un programme « chercheur citoyen » étalé sur trois ans (2013-2016), celui-ci n'a été envisagé que comme soutien ponctuel à une recherche qui ne devait pas se limiter aux objectifs définis dans ce cadre.

La question qui se pose est donc celle de savoir comment vit cet « orchestre sans chef » ? En effet, les collectifs de recherche sont le plus souvent structurés par des projets éditoriaux ou des « financements de projet », quand ils ne se dissolvent pas dans la notoriété de leur porteur ou n'échouent pas du fait de concurrences internes ou de difficultés de méthodes et d'accès au terrain. Il ne s'agit pas ici de livrer une vision héroïque du collectif Candela mais d'éclairer la durée – depuis 2012 – d'un collectif de recherche bricolé, en partie improvisé, et qui revendique formellement l'absence de hiérarchie [5]. Il s'agit de mieux comprendre à la fois pourquoi le collectif *tient*, malgré les disparités en termes de position, de disponibilité et de centres d'intérêt, mais aussi comment le collectif *dure*, dans le sens où les travaux peinent à prendre des formes abouties, sans que cela ne soit – en tout cas pas encore – source de

remise en cause du collectif.

En dépit des difficultés à s'affranchir d'une reconstitution mythique de l'histoire de cette recherche, nous suggérons trois pistes explicatives de l'inscription dans la durée de ce collectif hétérogène et non doté de hiérarchie formelle : un regroupement initial conçu sur le mode de l'« auberge espagnole » ; une organisation liée à la croyance dans le bien-fondé de la collégialité ; un principe de plaisir comme moteur de la collaboration.

Nous mettrons donc l'accent dans un premier temps sur la dynamique de construction de l'objet, ou plutôt des objets rassemblés sous la désignation initiale de « politiques de la nuit ». Il conviendra notamment de saisir les principes de « réalisation » des répertoires que sont amenés à jouer les membres de l'équipe (Becker & Faulkner, 2011 : 34) : contexte de production des intuitions initiales, ajustement des compétences, ressources et dispositions de chacun, enrôlement par les partenaires (institutionnels et associatifs), les enquêtés et les manifestations scientifiques dans lesquelles les travaux ont été valorisés. Dans un second temps, tout en soulignant le rôle joué par l'attachement à la collégialité, nous montrerons les tensions organisationnelles constitutives d'une telle division du travail de recherche : tensions autour de l'attribution des tâches, entre logiques de spécialisation et de collaboration (chacun doit-il jouer un « instrument » spécifique ?) ; tensions autour de la coordination de l'enquête, entre apports individuels et résultats collectifs (comment parvenir à « jouer » ensemble ?) ; tensions autour du pilotage de la recherche, entre exigence égalitaire et écarts de statuts (l'orchestre peut-il vraiment « jouer » sans chef ?) ; tensions enfin suscitées par l'hétérogénéité des scènes (militantes notamment) sur lesquelles interviennent certains membres de l'équipe, au risque de « perturber le terrain » ou d'entraîner des effets de brouillage sur le statut de Candela. Enfin, dans un troisième temps, il s'agira de sociologiser les ressorts de ce qui fait tenir le groupe, malgré ces tensions, en questionnant les conditions de possibilité d'un travail collectif fondé sur le plaisir et l'amitié dans l'espace académique.

La naissance du collectif et les « rapports à l'objet »

La définition de la nuit et des enjeux sociopolitiques qui lui sont associés par le collectif est redevable des trajectoires personnelles, des positions académiques, des « visions singulières » (Bourdieu, 2001 : 172) des membres de l'équipe. Il convient donc d'analyser comment les expériences de la nuit, les spécialisations antérieures et les réseaux affinitaires préalablement entretenus avec différentes catégories d'acteurs de la vie nocturne ont contribué à orienter le regard vers certaines problématiques tout en suscitant de nombreux « impensés » dans la fabrique de l'enquête. Engagement et distanciation (Elias, 1993), réflexivité réflexe et objectivation du sujet de l'objectivation (Bourdieu, 2001), implications ethnographiques (Genèses, 2013), etc. : la question de l'engagement du chercheur sur le terrain a, pour l'essentiel, été pensée à partir de récits d'enquête individuelle, au risque parfois de l'épanchement narcissique. Ce sont ici les propriétés de quinze chercheurs dont il faut saisir les incidences sur le terrain et, surtout, les mécanismes d'imbrication.

Le collectif et son « idole des origines » : Madrid, juillet 2012

L'expression « idole des origines » est due à M. Bloch (1993), qui critiquait la quête quasi systématique de la date originelle, travers selon lui du métier d'historien. En effet, à force d'être invité à revenir sur son origine, le collectif a construit son histoire autour d'un épisode vécu, par quelques-uns, à Madrid, en juillet 2012. Cinq membres du CERAPS [6] participent alors au congrès annuel de l'Association internationale de science politique (IPSA) et vivent, en marge, une expérience commune marquée par deux étonnements.

Le premier concerne l'irruption du politique la nuit venue. La semaine de congrès correspond à l'arrivée dans la capitale espagnole, le 10 juillet 2012, de la *marcha negra* des mineurs des Asturies protestant contre la fermeture des mines. Cette arrivée se déroule de nuit et donne lieu à un grand rassemblement. Les chercheurs présents sont alors frappés par son ampleur, ce type de manifestation de nuit ne semblant pas avoir d'équivalent en France.

Le second étonnement porte sur la nuit festive et son étalement dans le temps et l'espace. Les premiers verres se prennent à la nuit tombée et s'accompagnent d'une occupation massive des places, des parcs et des trottoirs. Les pratiques d'alcoolisation ne se cantonnent pas aux innombrables bars, discothèques, restaurants, mais prennent place dans l'espace public, à l'instar des *botellones*. Elles génèrent un bruit important et des perturbations de la circulation automobile qui, contre toute attente, font l'objet d'une grande tolérance de la part des forces de l'ordre. Lors de cette longue nuit festive naissent des discussions comparant les nuits lilloises et madrilènes, en particulier dans un café ouvert aux dernières heures de la nuit, le Candela, situé dans le quartier populaire de *Lavapiès*, où se concentre un nombre important de bars. Celui-ci ferme bien plus tard que les autres établissements du quartier, au-delà même d'une heure officielle (6 h du matin) qui est déjà bien tardive par rapport à ce qui se pratique en France.

Cette expérience madrilène joue sans aucun doute un rôle dans la naissance du collectif. Les connivences qui se tissent expliquent la formulation de premières questions de recherche, ainsi que l'envie de travailler ensemble une fois le congrès terminé, comme une manière de prolonger ces moments en les reproduisant en France. Cette séquence prend avec le temps valeur de symbole de ralliement, qui permet de se raconter et de raconter la recherche, par sa genèse plutôt que par sa problématisation, son unité théorique ou son ancrage empirique. À sa manière, cette histoire fournit une origine idolâtrée qui « fait tenir » le collectif, en procurant à ses membres le sentiment de participer à une aventure humaine et en autorisant une adhésion sur un mode libre et relâché, reléguant à un statut presque secondaire les enjeux académiques et scientifiques du travail. En ce sens, elle produit indéniablement des effets cohésifs qui dépassent la scène inaugurale de la nuit du 10 juillet 2012 et les chercheurs présents au Candela. Le bar a d'ailleurs donné son nom au collectif, qui n'a retenu jusqu'à présent qu'un des deux points d'entrée (la nuit festive et non la nuit protestataire). Toutefois, ce symbole ne saurait rendre compte à lui seul des logiques d'engagement qui ont participé à la constitution du groupe.

L'enrôlement dans un collectif aux logiques d'investissement diversifiées

De retour à Lille, les « cinq de Madrid » esquissent un programme de recherche tout en s'efforçant d'élargir l'équipe. Sur la base de discussions informelles, d'une orientation tout juste cadrée par le mot-clé « nuit », et sur un mode largement affinitaire, le projet est évoqué avec des membres du CERAPS, et dans une moindre mesure avec d'autres chercheurs qui en sont proches. La proposition suscite le plus souvent l'intérêt. Dès octobre 2012, une première réunion (cf. [annexe 3](#)) fournit l'occasion de se rencontrer, de présenter ses intérêts et pistes de recherche, et d'amorcer le travail collectif. Il se tourne d'une part vers la constitution d'une base bibliographique commune, à partir des travaux identifiés par les uns et les autres. Il s'oriente d'autre part vers la recherche de financements, *via* les dispositifs régionaux de recherche coopérative, qui a pour effet de formaliser la démarche en resserrant le projet autour de deux axes : l'un sur la production de l'ordre public nocturne, l'autre sur les usages et les représentations de la nuit. Mais cette formalisation, justifiée par les exigences de présentation du collectif à un bailleur potentiel, ne rend pas compte de la grande diversité des objets et des perspectives d'enquête initialement envisagés.

Le cadrage thématique initial très minimaliste (la « nuit ») s'avère particulièrement ouvert, comme l'illustre la grande variété des objets envisagés lors des premières réunions (cf. [annexe 1](#)). Cette diversité thématique témoigne de l'absence de contraintes formelles posées au départ, laissant à chacun une grande latitude pour fixer les conditions de son implication dans le collectif, ce qui aura d'ailleurs pour effet de passer sous silence d'autres approches possibles : sociologie du travail nocturne, économie politique de la nuit, etc. Elle témoigne aussi de différentes logiques d'investissement dont les potentiels effets ne sont encore aucunement questionnés. A joué, d'une part, une logique de curiosité intellectuelle : personne n'était spécialiste de telles problématiques même si, tous, à des degrés divers, avaient de bonnes raisons d'être intrigués et étonnés par l'inattention à la dimension nocturne dans leurs travaux respectifs. D'autre part, une logique d'intégration a joué à plein pour différents membres qui venaient d'arriver au CERAPS et qui ont trouvé dans le projet une manière de s'insérer localement. Une troisième logique, qui ne concerne en réalité que deux membres du collectif, fins connaisseurs de la nuit festive lilloise, a offert à tous de multiplier les opportunités : investir scientifiquement des objets explorés par d'autres biais, que ce soit à travers une activité professionnelle (l'un des doctorants a été barman) ou à travers la participation à un journal militant s'intéressant notamment à la gestion de la métropole lilloise [7].

Ces trois logiques ont produit leurs effets cumulés lorsque le collectif a accepté, après discussion, d'être enrôlé comme observateur des états généraux de la nuit (EGN) à Lille [8], qui ont eu lieu au printemps 2013. Cette observation de quatre tables rondes a consacré ce groupe encore informel en véritable équipe de recherche. Aucune observation n'a été effectuée en solo et le collectif gardait la main sur l'enquête une fois la note de terrain rédigée, chaque note étant remise en forme et insérée dans le « pot commun » du matériel disponible. Par ailleurs, cette expérience a mis en évidence l'importance des enjeux politiques et sociaux associés à la vie nocturne et à sa régulation par les pouvoirs publics, confortant ainsi le sentiment qu'il s'agissait d'une recherche «

digne d'intérêt ».

À partir de cette intense séquence d'enquête, certains membres ont pu retisser des fils avec des domaines de recherche antérieurs : le travail policier, la démocratie participative, la sociologie des publics, la dépolitisation de l'action publique locale. D'autres ont entrepris un travail sur des objets ou des problématiques moins familiers, en fonction de leurs intérêts extra-universitaires ou de curiosités nourries par l'observation des EGN. C'est aussi comme enseignants que les membres ont pu s'investir dans le collectif, en dirigeant des mémoires ou en encadrant des étudiants de troisième année autour d'une enquête par questionnaires auprès des publics nocturnes des bars.

Pour les membres du collectif, la « nuit » apparaît donc comme un objet qui démultiplie les possibilités en permettant d'approfondir des questions de recherche éprouvées, de prolonger des enquêtes déjà réalisées en explorant des terrains investis auparavant selon d'autres formes, de poursuivre des perspectives de recherches préconstituées sur un nouveau terrain, ou, plus simplement, de faire son métier d'enseignant. Une autre logique, qui concerne en particulier des doctorant.e.s, est celle d'un investissement dans la recherche reposant sur des affinités individuelles ou militantes, qu'il s'agisse de la connaissance intime et personnelle du milieu des patrons de bars, acquise après plusieurs années d'expérience professionnelle dans ce domaine ou de l'engagement personnel dans les luttes contre les violences sexistes dans l'espace public.

Des dispositions initiales variables transfigurées par l'irruption d'un objet d'étude

Ces différentes logiques d'investissement dans la recherche collective ne sont pas sans conséquences sur la conduite du travail. Deux rapports distincts à l'enquête apparaissent ainsi dans les premiers échanges mais aussi dans les premières productions collectives. Cette tension s'objective notamment dans la manière d'appréhender l'horizon de la recherche, plus rapproché chez les uns, et plus incertain et flou chez les autres. Les échanges qui ont lieu lors d'une réunion au début de l'année 2013 [9], soit quelques mois à peine après le lancement du projet, sont illustratifs de ce point de vue : des doctorant.e.s manifestent un souci de se répartir le travail (« Et sur les états généraux, qui participe ? »), d'organiser rapidement la mise en commun des matériaux, de régler les questions de méthode (« on retranscrit tout ! »), de mettre en place des outils de travail communs (tableaux d'entretiens, google agenda), dans une sorte d'urgence qui semble justifiée par la perspective des EGN. Les interventions des personnels statutaires sont paradoxalement plus relâchées et moins dirigistes. Au partage des matériaux d'enquête, l'un d'entre eux indique préférer « une mutualisation par séminaire ». Les réactions de plusieurs autres chercheurs plus âgés à la proposition d'organiser des réunions de travail par axe, formulée par un doctorant, vont dans le même sens : « Il ne faut pas voir trop loin... mais y aller pas à pas ». Qu'il s'agisse donc des modes de coordination, de la méthode d'enquête ou du rythme de travail, les positions sont ici plus favorables à la souplesse, au laisser-faire, voire à une certaine dose d'improvisation.

Les premiers pas du collectif de recherche font donc apparaître une distinction entre deux groupes qui se caractérisent par des propriétés sociales et des dispositions à la recherche collective contrastées. Chez les

uns, doctorant.e.s, elles sont marquées par un volontarisme qui opère en quelque sorte « à côté » – peut-être parfois au détriment – des travaux de thèse, puise dans des motivations personnelles plus que professionnelles et se traduit par une hâte à régler les questions pratiques de recherche. Chez les autres, chercheurs « confirmés » et surtout statutaires, les dispositions à la recherche collective relève d'un mode plus négocié, mais aussi moins impérieux ; cette négociation porte sur les objets visés par le travail collectif, plus proches d'intérêts préconstitués, une forme de « sédentarité thématique et problématique », mais aussi sur le calendrier et la nature du travail à réaliser, en vertu de l'acceptation implicite d'une temporalité longue de la recherche. Pour ce groupe, ce sont les engagements académiques (communications, appels à contribution) et institutionnels (obligations contractuelles, financements) qui ont joué le rôle d'accélérateur en redoublant les contraintes de leur emploi du temps.

La frontière entre les générations, les sexes et les statuts est cependant en partie neutralisée par l'entrée sur le terrain de l'ensemble de l'équipe. L'observation des EGN a en effet mobilisé pendant plus d'un mois tous les membres du collectif. De l'élaboration d'une grille d'observation commune au partage d'un agenda, le collectif a dépassé la somme des individualités qui le composaient jusque-là. Des projets personnels présentés ont été relégués et, pour certains, abandonnés au profit de cette scène lilloise. Chacun.e s'est immergé.e dans ces ateliers en laissant de côté les axes du financement régional, les tensions initiales et les décalages dans l'avancement des enquêtes. Le processus lancé par la mairie de Lille s'étant étendu dans le temps – la restitution finale a traîné et les décisions ont été renvoyées à une date bien postérieure aux élections municipales –, les membres du collectif se sont trouvés inscrits dans une durée sans terme et happés par un chantier de recherche pour lequel on n'avait établi aucune priorité. L'opportunité s'est alors faite structurante : la survenue des EGN au moment où l'enquête débutait a durablement cadré le travail en l'orientant vers la question des régulations diurnes de l'ordre nocturne, du moins pour une grande partie de l'équipe. Néanmoins, si cette enquête de terrain a pu souder en partie le collectif, elle a également pu être source de conflits en focalisant le groupe sur les intérêts problématiques et thématiques de « l'axe 1 » sur les modes de régulation de la vie nocturne au détriment de « l'axe 2 » sur les inégalités genrées d'accès à l'espace public nocturne (pour leur présentation, voir ci-après). Certaines tensions sont d'ailleurs apparues : lors d'une réunion Candela en mai 2013, une doctorante demande ainsi, un peu agacée, s'il s'agit d'une « réunion de l'axe 1 » ou du collectif.

Les ressorts sociaux de la spécialisation du travail

Si la diversité des profils réunis dans l'équipe permet de comprendre l'hétérogénéité des terrains, des focales et des approches théoriques initialement proposés, la structuration effective de l'enquête ou plutôt des enquêtes repose sur les effets d'agrégation engendrés par les logiques relationnelles au sein du groupe, les asymétries des positions et les investissements propres à chacun dans le collectif. Bien que celui-ci soit supposément fondé sur l'absence de hiérarchie explicite, il ne s'est évidemment pas construit dans un « vide » sociologique. Des inégalités de statuts aux exigences institutionnelles imposant de disposer d'un référent auprès des financeurs, différentes logiques viennent contrecarrer l'idéal de collégialité.

Une collégialité revendiquée

Au-delà du récit idéalisé des origines, l'analyse de la genèse du projet fait apparaître le jeu des hésitations, l'effet des opportunités, l'agrégation de logiques différentes et les négociations qui s'ensuivent. La composition un peu erratique du groupe donne prise à un discours sur l'absence de hiérarchie et sur l'exigence de collégialité, qui se dégage comme une marque de fabrique vertueuse du collectif. Les étonnements, les envies et les affinités (bien réels) qui motivent la constitution de Candela, de même que l'absence de financement initial, tranchent avec les formes plus classiques de construction d'un projet scientifique par appel à projets, plus balistiques et plus stratégiques, mais aussi plus hiérarchisées, qui reposent dès le départ sur une division des tâches et des responsabilités ajustée aux statuts, dès lors que les porteurs de projet doivent être des titulaires. L'absence de hiérarchie formelle s'objective de plusieurs manières, à commencer par la constellation des objets « versés » initialement au projet. En outre, les logiques de constitution du collectif puisent dès le départ dans des réseaux affinitaires plutôt que dans la recherche d'équilibres, thématiques ou générationnels. De manière symbolique, le collectif qui se constitue se refuse à accorder une autorité spécifique à « ceux de Madrid » qui, à l'exception de l'un d'entre eux, sont tous titulaires. Tout aussi symboliquement, le collectif décide très tôt que les contributions écrites et les communications orales seront signées du nom du collectif.

Cette forme de revendication « politique » dans la constitution et le fonctionnement du collectif doit être saisie à la lumière des dispositions des un.e.s et des autres. Ces dispositions renvoient aux activités personnelles de toutes sortes : l'implication militante contre le sexisme, la contribution à un journal libertaire, l'engagement dans des partis de gauche. Elles se comprennent également à travers un ensemble de socialisations professionnelles, plus ou moins longues, mais qui convergent pour accorder une attention particulière aux rapports de domination de genre ou de classe. Elles se rapportent enfin, pour une grande majorité des membres du collectif, à l'appartenance à un laboratoire qui, s'il ne méconnaît pas les différences statutaires et fonctionnelles, revendique une horizontalité des rapports professionnels et une collégialité dans les décisions.

Entre subversion et soumission à l'ordre hiérarchique

On ne peut cependant occulter les limites de cette collégialité, et il faut s'interroger sur les rapports de domination qui se (re)jouent au sein du collectif. Un premier élément à souligner est que certains (les doctorant.e.s) sont soumis à l'aléa des recrutements et aux changements de statut. Sur les quatorze chercheur.e.s impliqué.e.s, sept sont doctorant.e.s, avec des statuts divers et en partie évolutifs (en contrat doctoral, sans financement, au « chômage », ATER), trois sont maîtres de conférences, trois professeur.e.s des universités, un chargé de recherche. L'indifférence revendiquée à ces différents statuts a consisté à répartir, autant que possible, les bénéfices symboliques (présentation publique du projet, affichage comme porteur du projet, attribution des « productions » de la recherche) et le coût (entretiens, observations, transcription des entretiens, compte rendu de réunions, écriture, etc.) des activités liées au projet. Mais ces objectifs butent sur la réintroduction de formes hiérarchiques, rendues particulièrement visibles à l'occasion des

sollicitations extérieures.

Le cadre de financement de la recherche est un des facteurs qui recrée de la différenciation. Sans qu'il soit indispensable, le financement a été recherché pour « grandir » le projet à travers une reconnaissance institutionnelle, ici celle du conseil régional, et parce qu'il a été vu comme une possibilité de rémunérer des doctorant.e.s sans financement. Cependant, le fonctionnement des projets chercheurs-citoyens proposés par la Région amène à l'identification d'un porteur attiré, les financeurs ne pouvant faire l'économie d'un interlocuteur nommément désigné. Si l'orchestre se refusait à avoir un chef, il lui fallait néanmoins se doter d'un représentant, conduit à apparaître comme le coordinateur du projet, mais aussi à se voir déléguer un ensemble de tâches et de décisions, quand bien même le collectif ne voudrait en faire qu'un prête-nom. Choisi parmi les professeurs qui composent le collectif, le représentant fait ainsi apparaître un usage stratégique du prestige associé au statut.

L'individuation est également entretenue par les formes de présentation des travaux au sein de différents univers institutionnels ou académiques. En dépit de l'attachement au nom collectif de Candela, la mise en avant de certains noms et leur hiérarchisation n'ont pas toujours pu être évitées. C'est le cas par exemple lors des colloques, lorsqu'un.e seul.e chercheur.e (ou un petit groupe de deux ou trois) est amené.e à restituer le travail collectif. C'est aussi le cas lorsqu'il faut répondre aux sollicitations d'associations, de journalistes ou d'institutions publiques pour présenter le collectif et ses travaux. Les dynamiques de différenciation ont, à l'inverse, été utilisées de façon stratégique par le collectif, en s'appuyant par exemple sur les différences de statuts pour renforcer les chances d'obtenir des entretiens. Anticipant les représentations des interlocuteurs, il est ainsi arrivé de préférer la signature d'un professeur d'université à celle d'un doctorant pour une demande d'entretien ou de financement.

Pour autant, le collectif a toujours cherché à limiter l'individuation, à travers des modalités spécifiques de présentation des travaux [10] ou de prise de décision. À de rares mais importantes occasions, le tirage au sort a été utilisé, lorsque par exemple il s'est agi de présenter la recherche devant un public nombreux à l'occasion de la venue d'Howard Becker pour la séance inaugurale du séminaire sur les politiques de la nuit organisé en octobre 2013. Au-delà du coût ou de la gratification associés à cette présentation, l'enjeu était aussi de ne pas réserver la possibilité d'intervenir à ceux ou celles qui se sentent ou sont considéré.e.s comme les plus à l'aise dans l'exercice. Mais ces dispositifs ont aussi leurs limites : le membre du groupe tiré au sort s'est montré embarrassé devant la tâche et a préféré décliner la proposition, ce qui a été accepté en vertu du principe supérieur du volontariat. Finalement, ce sont deux professeur.e.s et un maître de conférences qui sont intervenus à la tribune à côté du célèbre sociologue : l'une tirée au sort, pour l'introduction, les deux autres désignés collectivement pour la discussion de l'ouvrage. L'autocensure, tout autant que le consensus sur le nom de ceux qui auront à représenter le collectif, traduisent là encore la persistance des divisions statutaires malgré les efforts produits pour les atténuer.

L'installation d'une division en axes

Ces différences sont redoublées par la division précoce du collectif en

deux groupes : l'un, baptisé « axe 1 » en référence à la formalisation opérée pour le financement régional, se focalise sur les politiques municipales, les régulations institutionnelles (police) et professionnelles (les patrons de bar), à partir notamment de l'observation de la commission lilloise de la vie nocturne (CVN) et des EGN ; l'autre, baptisé « axe 2 », s'oriente sur les inégalités genrées d'accès à l'espace public nocturne. Au-delà des objets, ces deux groupes se distinguent par les propriétés sociales de ceux qui les composent. D'un côté, une majorité de politistes, presque exclusivement des hommes (une seule femme), plusieurs travaillant sur le gouvernement local ; de l'autre, trois doctorantes issues de disciplines différentes (science politique et géographie), réunies par leurs préoccupations militantes et par une orientation de recherche commune, influencée par les *gender studies*. La définition des objets doit donc aux tropismes personnels et aux intérêts scientifiques. Cette distinction des répertoires produit des conséquences sur le long terme.

Cette division initiale n'a cessé de se renforcer. Ceci s'explique d'abord par les effets de la spécialisation sur chaque terrain. Celle-ci tient aux méthodes mobilisées qui, quand bien même elles empruntent à un stock commun (entretiens semi-directifs, observations), conduisent l'axe 2 à élaborer une grille d'observation *ad hoc* et à expérimenter les cartes mentales. La spécialisation est aussi liée au coût d'entrée sur le terrain qui, dans le cas de l'axe 1 par exemple, suppose de se familiariser avec la technicité des règles juridiques et administratives qui encadrent la nuit festive (sectorisation, autorisations administratives, occupation de l'espace public) et avec le réseau des acteurs pertinents. La division est aussi renforcée par le fait que le travail progresse à des rythmes différents dans chacun des axes. Ces rythmes ne répondent pas seulement aux objectifs que le groupe se fixe collectivement, ils dépendent aussi des opportunités qui s'ouvrent aux uns et aux autres. Ainsi, les travaux de l'axe 2 s'engagent de façon plus précoce en raison notamment du financement d'un projet par le GIS Institut du Genre [11], qui suppose de boucler les enquêtes au printemps 2013 en vue d'une journée d'étude prévue quelques mois plus tard. De même, les travaux de l'axe 1 sont d'abord contraints par l'observation et la synthèse des états généraux, en juin de 2013, avant de reprendre un rythme plus relâché, ponctué par la tenue bimestrielle de la Commission de la vie nocturne (CVN). En définitive, les travaux de chaque sous-groupe progressent de manière relativement autonome, avec un décalage dans la nature et l'avancement des tâches à réaliser.

Cette division du travail en axes a institué une hiérarchie qui est rendue visible à l'occasion des séminaires de discussion collective ou dans la manière dont s'opère la mutualisation des moyens et des tâches. Les discussions sont dominées par des objets, thèmes, problèmes pratiques de l'axe 1. En outre, les mutualisations à l'œuvre dans le recueil des données et dans leur exploitation s'organisent principalement par axe, y compris lorsqu'une séance d'observation collective est organisée une nuit dans un quartier festif de Lille.

Les axes ont-ils désaxé le groupe ?

La division du groupe en deux axes puise ses origines dans les logiques d'agrégation des membres du collectif. Les « Madrilènes » des origines appartiennent tous à l'axe 1 et leur appétence pour la question de l'ordre public nocturne est très certainement dû à un tropisme lié à leur trajectoire individuelle et aux réseaux d'interrelations qu'une partie d'entre eux ont préalablement tissés autour de la nuit festive lilloise. Les trois membres de l'axe 2 sont quant à elles liées d'amitié depuis de nombreuses années. Leur intégration au collectif naissant à la fin de l'année 2012 se joue au regard de leur envie de travailler sur la question des rapports sociaux de sexe, pour lesquels la nuit constitue un terrain d'enquête privilégié mais assez peu présent dans la littérature existante. L'axe 2 travaille de fait en quasi-autonomie du reste du groupe. L'objet de leur recherche – les femmes dans l'espace public la nuit – les amène à réaliser elles-mêmes les entretiens. Il apparaît en effet méthodologiquement peu concevable que les entretiens soient menés par des hommes (même si des propositions de soutiens de la part de membres de l'axe 1 sont faites lors des différentes réunions).

L'enquête menée par l'axe 2 n'implique finalement quasiment pas les membres de l'axe 1. Cette répartition est consolidée par la constitution d'espaces de travail autonomes (réunions par axe) et des méthodes de travail spécifiques. La place trop grande prise dans les réunions collectives par l'axe 1 est source de frustrations et d'agacements (cf. *supra*). La différence de taille entre les deux axes (10 et 3 personnes respectivement) a par ailleurs des répercussions concrètes dans la conduite de la recherche, qu'il s'agisse des ressources institutionnelles et académiques mobilisables, de la richesse et de la durée des échanges en séminaire, et de la plus ou moins grande division du travail.

Les vertus différenciées de l'hédonisme au travail

Les analyses produites rétrospectivement sur les motivations et la robustesse d'une équipe constituée sans accord préalable puisent en partie dans l'argumentaire du plaisir. Il ne s'agit pas ici que de *libido sciendi* : ce qui est en jeu, c'est à la fois l'attrait pour la nuit festive et l'intérêt pour les pratiques collectives. Ceci n'interdit pas cependant des formes de rétribution plus individualisées.

Comprendre et lutter contre le tropisme festif

Que le plaisir soit un moteur de la recherche est tout d'abord manifeste dans le rapport à l'objet « nuit » qui apparaît à l'occasion d'un exercice de réflexivité, dont la consigne était que chacun.e couche sur le papier son « rapport à la nuit », en se livrant à une auto-analyse de sa socialisation aux univers nocturnes. Les résultats font apparaître que les membres du collectif se situent majoritairement (mais non exclusivement) du côté de la nuit festive et, l'un de ses corollaires, la consommation d'alcool. A *contrario*, d'autres dimensions telles que le travail de nuit, les peurs enfantines, le rapport au sommeil et aux rêves, ou les pratiques sexuelles

apparaissent très peu [12]. Ces non-choix (au sens où ils ne relèvent pas d'une réflexion préalable, relative à la construction argumentée d'un objet de recherche) permettent tout d'abord de comprendre la focalisation progressive de l'axe 1 sur la nuit festive. La nuit « ordinaire » (celle de ceux qui dorment) n'apparaît ainsi que tardivement, après plusieurs entretiens, à l'occasion notamment d'une rencontre avec un responsable d'une association anti-bruit.

Ce cadrage initial involontaire éclaire d'un autre jour le principe de plaisir revendiqué pour expliquer l'engagement individuel. Il est associé au rapport de proximité et d'affinité avec l'objet tel que nous l'avons circonscrit. L'enquête sur « la nuit » est annonciatrice de rencontres, plus ou moins directes et plus ou moins fantasmées, avec les nuits festives, avec l'alcoolisation nocturne, c'est-à-dire qu'elle offre la perspective de satisfaire un « rapport hédoniste à la nuit », que partagent de nombreux membres du collectif. La nuit se révèle également, dans nos récits personnels, comme un moment de mise à distance des normes, comme un espace de possibles et de transgression qui a, à ce titre, exercé une fascination mise en évidence par les historiens de la nuit (Delattre, 2000 : 43-113 ; Cabantous, 2009).

Ce principe de plaisir doit également être compris à l'aune des nombreuses formes de sociabilité qui caractérisent le collectif. À côté des proximités thématiques avec la « nuit », la recherche se construit sur une base affinitaire, qui se déploie à partir d'un laboratoire de recherche. Pour quelques membres de Candela, la participation à la recherche vise aussi à renforcer ses sociabilités professionnelles à la suite d'une arrivée récente, d'une prise de poste dans une institution voisine, d'un éloignement géographique de son laboratoire de rattachement. Cette recherche de sociabilité *via* le collectif se retrouve aussi dans le cours de l'enquête. Pour certains, elle devient une occasion de prolonger un rapport à la nuit que les servitudes de la vie domestique et familiale ont raréfié. Ces ressorts ont sans aucun doute cadré l'enquête, en orientant les premiers entretiens vers les patrons de bars, en attirant l'attention sur la CVN, en ouvrant des portes aussi. Ils sont également une ressource pour l'enquête en ce qu'ils motivent la présence sur le terrain.

Des rétributions symboliques collectives

Le plaisir d'appartenir au collectif se nourrit également des rétributions symboliques qui jalonnent le processus de recherche, à commencer par un sentiment partagé - mais difficile à objectiver - de contribuer à façonner politiquement l'objet « nuit ». Cette dimension est d'autant plus valorisée que le collectif se compose majoritairement de professionnels des sciences sociales, avec un primat de la science politique, qui sont particulièrement sensibles à la place du politique dans l'ordre social. De cette conception naît d'ailleurs un ensemble de « perturbations » (Alam *et al.*, 2012) provoquées au moment de la campagne municipale de 2014 par des manifestations et des articles de presse auxquels participent certains membres du collectif en y investissant les premiers résultats d'enquête. Des acteurs centraux des « politiques de la nuit » (l'adjoint au maire chargé de la sécurité, une représentante associative) qui se sentent interpellés y réagissent en effet en répondant par voie de presse [13]. Si ces différents événements semblent accréditer notre capacité collective à ouvrir un débat public, c'est aussi que notre recherche se positionne dans un secteur d'action publique où l'expertise fait largement défaut [14], et

se structure dans un contexte électoral (novembre 2013 - mars 2014) où la vie nocturne s'impose comme enjeu saillant de la campagne [15]. À d'autres occasions, par quelques impositions maladroitement de problématiques, au cours d'entretiens ou de discussions informelles, voire par les synthèses commandées au collectif, son intervention sur le terrain semble à même de subvertir (ne serait-ce qu'un peu) les rapports de force existants.

Quand Candela se fait entremetteur

Une des principales perturbations produites par le collectif est très certainement le « débat public » qu'il co-organise le 29 janvier 2014. L'origine de ce débat public s'explique par les interconnaissances parfois anciennes entre certains membres du collectif et des acteurs de la nuit, notamment le collectif Culture Bar-Bars Nord-Pas-de-Calais et l'association Koan, partenaire de Candela dans le cadre du financement régional. Culture Bar-Bars est une association qui vise à défendre les cafés-concerts. Ce collectif national est organisé en branches locales. Il est particulièrement bien représenté dans le Nord et plus encore dans la ville de Lille puisqu'une quinzaine de bars en sont adhérents. À la fin de l'année 2013, Bar-Bars national envisage l'organisation d'une élection d'un maire de la nuit, sur le modèle de la ville d'Amsterdam, dans quatre villes françaises : Toulouse, Paris, Nantes et Lille. Il s'agit à travers cette figure de politiser l'enjeu de la nuit dans les élections municipales.

Un des membres de Candela propose alors aux représentants de Bar-Bars de participer à une réunion avec Koan. La présidente de Bars-Bars Nord-Pas-de-Calais y explique ses réticences quant à l'organisation de l'élection du maire de nuit. Plusieurs membres de Candela et de Koan proposent alors d'organiser un autre événement, qui entrerait dans le cadre des débats publics régulièrement organisés par Koan sous le label « Rendez-vous du B.L.O.C ». Un débat public est ainsi organisé quelques semaines avant les élections, conjointement par Candela, Bar-Bars, Koan et le B.L.O.C. Initialement, le débat a pour objet de traiter des rapports conflictuels entre bars et riverains et de la fonction de diffusion culturelle des bars-concerts. Autrement dit, le débat est orienté autour de la problématique, centrale pour les institutions municipales et les collectifs d'habitants, de la conciliation entre vie nocturne festive et repos des habitants mais les organisateurs essaient aussi de défendre les bars-concerts et la fonction sociale qu'ils revendiquent.

Trois cents personnes participent au débat. Très vite, la problématique des nuisances sonores occupe l'essentiel des échanges. La composition de l'assemblée n'est pas étrangère à cette orientation. En effet, plusieurs élus en campagne, différents collectifs de défense des habitants, ainsi que des patrons de bar ayant quelques problèmes avec les forces de l'ordre, sont présents. La tension monte entre participants, et les débats achoppent sur l'opposition entre fêtards et dormeurs. S'il est difficile d'objectiver le poids de ce débat dans la campagne, il n'en demeure pas moins que celui-ci a eu des effets tangibles sur les organisateurs. Koan a perdu une partie de ses subventions municipales.

Quant à Candela, l'accès au terrain lui a été provisoirement fermé - notamment la participation à la CVN - situation qui s'est peu à peu débloquée grâce à l'entremise des relations d'un des membres au sein du parti socialiste.

Cet engagement dans la défense d'un acteur de la nuit - les bars-concerts - n'a pas fait particulièrement débat au sein du collectif, où l'idée de politiser la question de la nuit fait l'objet d'un large consensus.

Si l'engagement de Candela dans la politisation de l'enjeu de la nuit fait l'objet d'un consensus, la possibilité de jouir collectivement de cette contribution politique est suspendue au maintien d'une « bonne distance » avec les acteurs politiques et avec l'objet. C'est dans cette logique par exemple que le collectif a refusé de se plier à la demande que lui adresse l'adjoint chargé de la sécurité lillois de produire non seulement une synthèse mais aussi des recommandations à la suite de l'observation des tables rondes des états généraux [16]. Ce refus de se faire les «

ventriloques » de l'action publique municipale a été rendu possible par le fait que la ville n'a jamais financé notre projet [17]. Il procède aussi de l'attention et des efforts répétés pour dépersonnaliser les relations avec les interlocuteurs « institutionnels » ou « mobilisés » des terrains en jouant du travail en équipe et en les obligeant à entretenir des relations multiples, une manière de faire violence aux acteurs qui entendent développer des stratégies de domestication d'un « prestataire intellectuel » [18].

Des rétributions plus individualisées

Les bénéfices symboliques associés au collectif ne sont toutefois pas toujours distribués collectivement. C'est ce qu'illustrent les collaborations avec les associations partenaires (Koan ou Osez le féminisme), qui facilitent l'accès au terrain mais renforcent dans le même temps la demande d'expertise. L'une d'elles a par exemple débouché sur l'organisation d'un atelier-débat sur le thème de la ville la nuit, qui s'est orienté assez rapidement vers le sujet des cafés-concerts, un thème mobilisateur et saillant pendant la campagne pour les élections municipales. Cet événement est l'occasion pour quelques membres de Candela de jouer les entremetteurs entre cette association et le collectif national « Culture Bar-Bars » (cf. *supra*). L'atelier-débat filmé à la Maison Folie de Lille Wazemmes, qui attire près de 300 spectateurs, dont des représentants de partis politiques et un journaliste de la presse quotidienne régionale [19], débouche sur un documentaire engagé [20] auquel certains membres du collectif participent. La *libido sciendi* alimente la prise de parole de certains dans le débat public : ils restituent alors certaines bribes de l'analyse avant même la fin de l'enquête.

Un exemple du même type est fourni à une autre occasion, lorsque le journal bimensuel de critique sociale (tirant à 3 000 exemplaires) dans lequel sont impliqués deux membres du collectif consacre une double page à la problématique des cafés-concerts et des pratiques répressives attribuées à la mairie [21]. En pleine campagne électorale, l'article bénéficie d'une audience non négligeable : sa version papier circule jusqu'à se trouver entre les mains de l' élu chargé de la sécurité et de la vie nocturne [22] et la version web recueille environ 12 000 visites durant la campagne. Il déclenche alors un vent de critiques vis-à-vis du rédacteur, en particulier de la part de la responsable du collectif Culture Bar-Bars, membre de la CVN, interviewée dans le cadre de cet article, ce qui conduira d'ailleurs les membres de Candela à redoubler de prudence pour maintenir la plus grande discrétion sur leur lien avec ce journal.

Enfin, un membre du collectif, après avoir participé en novembre à un premier communiqué de presse sur les cafés-concerts, rédige une partie du programme du Front de gauche relatif aux enjeux de la vie nocturne, dans le cadre de la campagne pour les élections municipales. Ces enjeux revêtent une importance stratégique aux yeux de ses camarades, puisque c'est « un aspect sur lequel on ne nous attend pas et où l'on peut se singulariser » comme l'analyse le directeur de campagne [23]. Sa candidature en position non éligible, puis le rapprochement effectué par un journaliste, proche du parti Europe Écologie - Les Verts, entre l'universitaire participant à l'atelier-débat et le militant [24], ont finalement eu raison du souci initial de conserver l'anonymat. Ce dévoilement a d'ailleurs modifié sensiblement l'équilibre des tensions entre l'équipe et l' élu chargé de la vie nocturne, candidat sur la liste

socialiste, qui présidait la CVN avant le premier tour.

À travers ces différents exemples, on voit apparaître les rétributions symboliques que chacun peut tirer individuellement de l'appartenance au collectif, en endossant la posture de l'expert ou en s'insérant dans le débat public. Ces possibilités varient considérablement en fonction notamment de la multipositionnalité des membres de Candela, c'est-à-dire de leur appartenance à un parti politique, de leur proximité avec des associations, ou de leurs relations individuelles plus ou moins épisodiques avec des professionnels de la nuit.

Ces interventions scientifiques et politiques sur le terrain constituent *in fine* des perturbations qui contribuent autant à ancrer le collectif dans l'enquête qu'à le faire reconnaître comme observateur légitime.

Épilogue

La rédaction de cet article apparaît comme une mise en abîme du fonctionnement du collectif et des tensions qui peuvent l'habiter. En rédigeant la communication dont il est issu, nous avons tenté de maintenir au mieux le caractère collectif de l'écriture. Elle avait de fait été écrite par 13 co-auteurs, des binômes prenant en charge chacune des sous-parties, tandis que relectures et échanges prenaient place au gré des disponibilités de chacun. La présentation orale lors du colloque avait aussi mis en avant la volonté du groupe de « jouer collectif » puisque nous l'avions réalisée à sept. Mais la transformation de la communication en article a aussi montré les limites du maintien d'une forme d'égalité dans la distribution du travail. En effet, l'écriture de l'article n'a impliqué que la moitié des membres du collectif, qui s'y sont par ailleurs diversement investis. L'entrée en phase d'écriture de la thèse, les engagements des un.e.s et des autres ont contribué à faire reposer le travail de réécriture demandé par Ethnographiques.org sur quelques-uns seulement, d'autant qu'un délai lui était imposé.

Par ailleurs, le travail d'écriture du présent article a contribué à gommer les tensions, les différences de perceptions des enjeux du collectif entre nous. Lors de l'écriture de la communication, nous avons opté pour le maintien de commentaires divergents. Sans que cela fasse réellement débat, et alors que cette option avait été saluée par les participants au colloque « enquête collectives en sciences sociales » de la MSH de Dijon, ces « commentaires divergents » ont ici disparu, très certainement parce que nous avons intégré les règles d'écriture académique. Celles-ci tendent ainsi à imposer l'idée qu'il y aurait *in fine* consensus : la polyphonie constitutive de tout collectif de recherche est ainsi réduite à l'expression d'un locuteur anonyme (ici « Candela ») chargé de représenter l'ensemble du groupe et de subsumer les éventuelles dissensions. L'artifice rédactionnel accorde un privilège analytique aux perspectives majoritaires ou aux positions de celles et ceux qui « bouclent » le papier.

Le passage à l'écriture pose néanmoins une question centrale : est-ce l'engagement du collectif dans des projets de publication qui le fait à nouveau tenir ? À l'inverse, est-ce l'existence et le maintien dans le temps du collectif qui lui permettent d'écrire et de produire ? Il est bien évidemment impossible de trancher. Pourtant, l'écriture de cet article est en soi révélatrice des intermittences du collectif. Avant les demandes de

révision de l'article, le collectif ne s'était pas réuni depuis plusieurs mois. Les injonctions extérieures suscitées par des engagements antérieurs agissent comme des ré-activateurs du groupe.

La problématique du maintien du groupe dans le temps pose indéniablement la question de son identité. Or on peut faire l'hypothèse que c'est bien le choix de l'objet de recherche en lui-même et l'entretien de différentes identités tant scientifiques, politiques que ludiques et amicales qui en a permis la durée. Les trois dernières ont d'ailleurs pu prendre le pas sur la première. Le faible nombre de publications du collectif, au-delà du coût effectif de l'écriture collective, peut très certainement s'analyser au regard d'un groupe cimenté davantage par l'amitié et le plaisir que par l'impératif de la production scientifique.

SIGLES utilisés :

ATER : attaché temporaire d'enseignement et de recherche

CERAPS : Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales

CVN : Commission de la vie nocturne

EGN : États généraux de la nuit

GIS : Groupement d'intérêt scientifique

IPSA : International Political Science Association



Annexe 1 - Membres de l'équipe CANDELA



Annexe 2 - Principaux événements et productions



Annexe 3 - exemple de compte rendu de réunion

Notes

[1] Candela est le nom retenu pour signer les publications élaborées dans le cadre du programme de recherche sur les politiques de la nuit. Les noms des chercheuses et chercheurs qui le composent figurent dans le tableau en [annexe 1](#) de cet article.

[2] Cette métaphore renvoie à la conception de l'habitus chez Bourdieu (1980 : 89 et 99) et notamment à l'idée que les pratiques sont « collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre ».

[3] Voir néanmoins : Melbin, 1978 ; Verdon, 1994 ; Deleuil, 1994 ; Delattre, 2000 ; Gwiazdzinski, 2005 ; Hadfield, 2006 ; Salomon, 2007 ; Cabantous, 2009.

[4] Voir le tableau en [annexe 1](#).

[5] La durée des collectifs de recherche est largement un non-objet de réflexion épistémologique du fait de la fréquente appropriation des travaux collectifs par un auteur. Sans avoir les moyens ici de nous livrer à une analyse de l'invisibilisation de cet objet, nous pouvons orienter la réflexion dans deux directions. La première est la possible – et pourquoi pas nécessaire – neutralisation des sirènes de l'individualisation de nos métiers, qu'elles prennent la forme de la bibliométrie ou d'autres indices utilisés pour les évaluations d'avancement. L'autre direction, sociologique cette fois, porte sur ce qui préside à la durée sur le court terme d'un collectif. La durée sur le long terme a été explorée par G. Simmel (1981) dans son analyse des transmissions intergénérationnelles des formes sociales. Sur le court terme, la question renvoie davantage à l'analyse de l'équilibre des tensions et à celle des rétributions disponibles.

[6] Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CNRS/Université de Lille).

[7] Le compte rendu de la première réunion donne à voir comment chacun propose des objets soit au regard d'une curiosité personnelle, soit en fonction d'investissements personnels antérieurs (cf. [annexe 3](#)).

[8] Les états généraux de la nuit sont un dispositif mis en place par la mairie de Lille sur le modèle des EGN ayant eu lieu à Paris en 2010. Il vise à mettre en discussion de façon participative la politique de la nuit. Néanmoins l'étendue de la participation est ici contrôlée en amont par la municipalité, la sélection des participant.es ayant été opérée par la commission de la vie nocturne.

[9] Compte rendu de la réunion du 22 février 2013.

[10] Pour le colloque sur les enquêtes collectives (dont est issu ce numéro), l'existence du collectif a été démontrée en actes puisque sept personnes ont communiqué, chacune bénéficiant du même temps de parole. À l'occasion du colloque « Cohabiter les nuits urbaines. Penser, sentir et narrer la vie nocturne », à l'université de Marne-la-Vallée en mars 2015, un colloque sur la nuit, plusieurs communications ont été

présentées en duo ou en trio. Toutes les communications n'ont pas été retenues pour publication, sans pour autant servir des jeux de distinction ou des règlements de compte à l'intérieur du collectif. L'analyse de la « commission de la vie nocturne » dans le cadre d'une journée d'études sur les commissions (« La gestion négociée de l'ordre public. Le cas de la Commission de la Vie Nocturne lilloise », à la Journée d'Etudes « Saisir les commissions comme forme organisationnelle », à l'ENS, 15 avril 2015, ENS) a, elle, été présentée par un membre de l'équipe (sans que le nom de celui-ci n'apparaisse dans le programme). Après discussion, il a été convenu que la publication qui pourrait en ressortir serait signée Candela.

[11] Camille Guenebeaud, Aurore Le Mat, Gwenola Ricordeau, Sidonie Verhaeghe, « La rue, la nuit, femmes sans peur ? Enquête à Lille sur la nuit, les espaces urbains et les violences sexistes », GIS Institut du Genre, 2013.

[12] Il faudrait, en toute rigueur, signaler que l'exercice a été réalisé alors que le travail empirique avait été amorcé. Il ne faut donc pas exclure que nos écrits réflexifs aient pu être en partie déterminés par le souci de s'ajuster à ce travail empirique en cours. Le fait qu'ils se focalisent sur les nuits de sortie doit donc être considéré comme une cause et une conséquence de l'orientation du travail empirique.

[13] Voir par exemple « Les états généraux de la vie nocturne s'éternisent », *La Voix du Nord*, 12 novembre 2013 puis Hélène Hannon, « Les amoureux du rock dans la rue pour sauver les cafés-concerts », *Le Parisien*, 17 novembre 2013.

[14] L'implication collective et en nombre lors des EGN ou la CVN, auréolée de l'autorité cognitive de la science politique (« les gens de Science Po ») a pu alimenter l'illusion des participants concernant l'importance des dispositifs auxquels ils participent (Festinger *et al.*, 1993). L'analogie entre recherche sociologique et travail d'audit a d'ailleurs conduit le collectif à sortir du cadre lillois en étant invité comme observateur aux états généraux nationaux de la vie nocturne. Paradoxalement, ce statut d'expert n'a pas été retenu par la préfecture du Nord qui a préféré passer commande d'une enquête à un cabinet de consultants sur l'alcoolisation des jeunes à Lille. Les chercheurs de Candela sont ainsi devenus les enquêtés sur leur terrain en répondant à une de leurs anciennes étudiantes de Sciences Po Lille devenue consultante.

[15] Voir « Le bilan du maire (4/7) », *La Voix du Nord*, jeudi 12 décembre 2013, p. 18 ; Olivier Aballain, « Municipales 2014 : La vie nocturne entre chien et loup à Lille », *20 Minutes*, 10 mars 2014.

[16] Compte rendu de la réunion de préparation entre Candela et des membres du cabinet, du service police municipale et réglementation et du CLSPD de la ville de Lille, 12 avril 2013, mairie de Lille.

[17] Si initialement, un projet de financement via l'Agence nationale de la recherche a été envisagé, très rapidement le collectif s'est accordé pour se rabattre vers des dispositifs de financement moins aléatoires. La possibilité de répondre à l'appel à projets « émergents » de la MESHS du Nord-Pas-de-Calais, un temps évoqué, a également été écarté pour des

raisons de délais. Finalement, le collectif a répondu à l'appel à projets « Chercheurs-citoyens » du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais qu'il a obtenu en juillet 2013. Un nouveau projet, européen cette fois, a été soumis en 2015 dans le cadre des financements Interreg V en proposant de comparer les dispositifs de régulation de la vie nocturne dans les Flandres françaises et belges. Les évaluateurs ont considéré que la présence d'un laboratoire de recherche dans un tel programme était un critère dépréciant le partenariat lancé avec les associations de prévention.

[18] Un membre du collectif a ainsi reçu le 31 décembre 2013, un SMS d'invitation au réveillon dans l'une des discothèques du « pape des nuits lilloises », tandis que certains patrons d'établissement ont offert des tournées dans des lieux où cette pratique est extrêmement rare, même pour les bons clients.

[19] Son article a été publié deux jours après dans *La Voix du Nord, Nord Éclair, et Direct Lille*. Voir : <http://www.lavoixdunord.fr/region/lille-quelle-place-pour-les-cafes-concerts-hors-du-ia19b0n1884802>. Cet événement fait l'objet d'autres articles durant la campagne et à d'autres entretiens avec des journalistes.

[20] « Ce qui se joue la nuit... La scène musicale lilloise se mobilise pour défendre les cafés culture ».

[21] La participation des deux chercheurs au journal n'est pas communiquée aux enquêtés. Le choix de la rédaction consiste à mobiliser les premiers éléments d'analyse accumulés dans le cadre de l'enquête pour produire le cadrage de l'article, sans toutefois utiliser d'autres informations que celles disponibles publiquement.

[22] Ce dernier a d'ailleurs évoqué l'article lors de la CVN du 14 mars 2014 en montrant le numéro.

[23] Discussion informelle avec le secrétaire de la section lilloise du PCF, fin octobre 2013.

[24] Olivier Aballain, « Municipales 2014 : La vie nocturne entre chien et loup à Lille », *20 Minutes*, 10 mars 2014.

Bibliographie

ALAM Thomas, GURRUCHAGA Marion, O'MIEL Julien. 2012, « Science de la science de l'État : La perturbation du chercheur embarqué comme impensé méthodologique », *Sociétés contemporaines*, 87 (3), pp. 155-173.

BECKER Howard S., FAULKNER Robert R., 2011. « *Qu'est-ce qu'on joue maintenant ?* » *Le répertoire de jazz en action*. Paris, La Découverte.

BLOCH Marc, 1993. *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*. Paris, A. Colin.

BOURDIEU Pierre, 1980. *Le sens pratique*. Paris, Minuit.

- BOURDIEU Pierre, 2001. *Science de la science et réflexivité*. Paris, Raisons d'agir.
- CABANTOUS Alain, 2009. *Histoire de la nuit, XVIIe-XVIIIe siècle*. Paris, Fayard.
- DELATTRE Simone, 2000. *Les douze heures noires : la nuit à Paris au XIXe siècle*. Paris, Albin Michel.
- DELEUIL Jean-Michel, 1994. *Lyon la nuit. Lieux, pratiques et images*. Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- ELIAS Norbert, 1993 (1983). *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*. Paris, Fayard.
- FESTINGER Leon, RIECKEN Henry W. et SCHACHTER Stanley, 1993 (1956). *L'échec d'une prophétie. Psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisaient la fin du monde*. Paris (trad.), PUF.
- GALINIER Jacques et al., 2010. « Anthropology of the Night. Cross-Disciplinary Investigations », *Current Anthropology*, 51 (6), pp. 819-847.
- GENESES, 2013. « Implications ethnographiques », 90.
- GWIAZDZINSKI Luc, 2005. *La nuit, dernière frontière de la ville*. Paris, éd. de l'Aube.
- HADFIELD Philip, 2006. *Bar Wars : Contesting the Night in Contemporary British Cities*. Oxford, Oxford University Press.
- MELBIN Murray, 1978. « Night as Frontier », *American Sociological Review*, 43 (1), pp. 3-22.
- SALOMON Christine, 2007. « Jungle Fever. Genre, âge, race et classe dans une discothèque parisienne », *Genèses*, 69(4), pp. 92-111.
- SIMMEL Georg, 1981 (1896-1897). « Comment les formes sociales se maintiennent », in SIMMEL Georg, *Sociologie et épistémologie*. Paris, PUF, pp. 171-206.
- VERDON Jean, 1994. *La nuit au Moyen Age*. Paris, Perrin.